

# REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

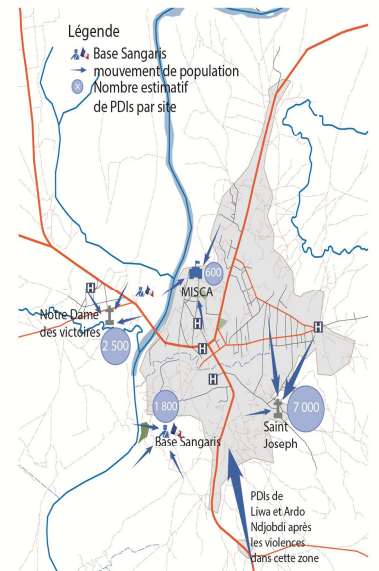
## Rapport de situation No.31 (au 24 juin 2014)



Ce rapport est produit par OCHA RCA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 18 au 24 juin 2014. Le prochain rapport sera disponible aux alentours du 3 juillet 2014.

## Faits saillants

- Une nouvelle violence intercommunautaire à Bambari déplace plus de 10.000 personnes, dont au moins 50 auraient été tuées.
- Les derniers chiffres montrent 111 500 PDI à Bangui, soit une baisse de 5 pour cent comparée à la semaine passée.
- 300 personnes nouvellement déplacées sont arrivées à Kabo avec peu de nourriture et d'abris disponibles.
- L'appel de fonds humanitaire pour la RCA de 565 millions de dollars n'est financé qu'à hauteur de 36 pour cent, 6 mois après son lancement.



**536 500**

PDI en RCA, dont :

**111 500**

PDI à Bangui (soit une baisse par rapport aux 117 400 de la semaine dernière)

**36%**

Financement reçu (environ 203,6 millions de dollars) dans le cadre du financement du SRP révisé d'un montant total de 565 millions de dollars

**4,6 millions**

Population de la RCA

**2,5 millions**

Personnes ayant besoin d'une assistance

Sources: OCHA, CMP, Cluster Protection et FTS

## Aperçu de la situation

Une nouvelle explosion de violence dans le centre-ville de Bambari (préfecture Ouaka) aurait tué 50 personnes et déplacé des milliers de personnes vers les sites religieux et les bases des forces internationales. Le 23 juin, une attaque aurait été perpétrée par des anti-Balaka sur une communauté peuhle à Ardo Ndjoubdi (9km de Bambari) à proximité du village de Liwa, qui aurait tué au moins 18 personnes et déclenché une série de représailles dans la ville de Bambari par des ex-éléments Séléka et des jeunes. Les violences et les tensions se sont poursuivies, en particulier après les funérailles des personnes tuées à Ardo Ndjoubdi, avec des meurtres signalés dans les quartiers Wangaie et Baepou de Bambari. La force Sangaris effectue des patrouilles par hélicoptère, mais l'accès des véhicules dans les zones musulmanes a été bloqué par des jeunes hostiles aux forces internationales et aux humanitaires. Les hôpitaux signalent l'arrivée de blessés par balle et machette, et plusieurs cadavres ont été retrouvés mutilés.

La violence de ces derniers jours a contraint les habitants des régions est et nord-est de Bambari à fuir leurs maisons. Le 24 juin, une mission conjointe des agences des Nations Unies et des ONG rapporte environ 7 000 personnes nouvellement déplacées (PDI) sur le site de l'Évêché St Joseph, s'ajoutant aux 1 023 personnes déplacées qui y vivent déjà, depuis l'attaque de Liwa le 9 juin dernier. Les autres principaux sites qui continuent à enregistrer l'arrivée de PDI sont la base MISCAs (environ 600 PDI), les zones avoisinant la base Sangaris (environ 1 800 PDI) et Notre-Dame de la Victoire, qui en compte environ 2500. Certains PDI sont aussi arrivés à la base MINUSCA. Dans un communiqué de presse, la Coordonnatrice humanitaire principale, Claire Bourgeois, a appelé à la fin du cycle de violence.

Depuis le 23 juin, la situation est tendue dans la ville de Batangafo (préfecture Ouham), où les résidents craignent l'arrivée de groupes armés. Les ex-Séléka et les jeunes ont bloqué l'accès au marché principal. Selon un recensement effectué le 25 juin par le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et la Croix-Rouge centrafricaine, il y a actuellement, 5 426 PDI à Batangafo, dont la majorité se trouvent à la mission catholique (5 326) et le reste (100)

au Centre Bercaïl. Un récent incident sécuritaire sur l'axe Ouandago-Batangafo a engendré une forte augmentation de PDI ces deux derniers jours, avec près de 2 000 nouveaux déplacés qui sont arrivés au bureau du Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et de la MISCA. Ceux-ci ont été relocalisés à la Mission catholique en raison de fortes pluies. Comme réponse immédiate, 14 latrines ont été réhabilitées et six latrines d'urgence installées ainsi que 22 douches d'urgence.

Le 23 juin à Boda (préfecture de la Lobaye), des éléments anti-Balaka ont aussi attaqué les forces de MISCA, provoquant la panique dans la ville.

Des rapports d'attaques conduites par l'Armée de résistance du seigneur (LRA) dans la sous-préfecture de Bakouma (sud-ouest) ont conduit les villageois à fuir leurs maisons pour se réfugier dans la forêt et dans la ville de Bakouma. Le 16 juin, trois personnes ont été tuées dans le village de Wagou, à 10km de Zabe, et 25 autres enlevées. Le 17 juin, cinq personnes ont été enlevées dans la mine d'or de Kono, dont les villages voisins ont été pillés.

À Bangui, la nouvelle estimation de la Commission Mouvement de la Population (CMP) rapporte 111 500 PDI à Bangui, soit une baisse de 5 pour cent par rapport aux 117 400 déplacés identifiés la semaine passée. Ceci confirme la tendance à la baisse observée depuis l'augmentation brutale du nombre de PDI (132 000), suite l'attaque du site de Fatima qui abritait des déplacés le 28 mai dernier. Le site de l'aéroport M'Poko compte toujours le plus grand nombre de PDI dans la capitale (38 400), en attendant l'ouverture de nouveaux sites alternatifs.

Le 16 juin, une évaluation rapide menée par Solidarités International / Mécanisme de réponses rapides (MRR) auprès de 300 personnes nouvellement déplacées à Kabo (site C) et 79 nouveaux PDI à Moyen Sido, deux localités frontalières du Tchad, ont mis en lumière des conditions de logement déplorables et de surpeuplement. Les refuges existants ne peuvent abriter que 8 pour cent des nouveaux arrivants sur le site de Kabo. La sécurité alimentaire est aussi un souci, certains déplacés ayant signalé avoir voyagé pendant trois mois pour atteindre le site. Aucun ménage ne dispose d'approvisionnement alimentaire au-delà d'une semaine et 96 pour cent des enfants ne mangent qu'une seule fois par jour.

Les 14 et 15 juin, une équipe de MRR a effectué une évaluation multisectorielle sur le site Saint-Joseph de Bambari, et a recommandé la mise en place d'interventions en eau, hygiène et assainissement, en vivres et en non vivres, dès que la situation sécuritaire s'améliore.

## Financement

Le plan de réponse stratégique (SRP) pour la RCA nécessite 565 millions de dollars. A ce jour, seulement 36 pour cent du financement a été reçu. Le relèvement précoce, l'éducation, la protection, la nutrition et les abris d'urgence sont les secteurs les moins financés.

Les principaux bailleurs de fonds sont les Etats-Unis (66,8 millions de dollar), la commission européenne (35,5 millions de dollar), le Royaume-Uni (24,6 millions de dollar) et le CERF (19,6 millions de dollar).

Tous les partenaires humanitaires, y compris les donateurs et les Agences bénéficiaires, sont encouragés à informer le Service de suivi financier d'OCHA (FTS - <http://fts.unocha.org>) du décaissement et des contributions en nature par e-mailing : [fts@un.org](mailto:fts@un.org)

## Réponse humanitaire



### Sécurité alimentaire

#### Besoins:

- Selon la Phase de Classification Intégrée (PCI) multi-agence du mois d'avril, la situation sécuritaire alimentaire demeure précaire dans le pays. Environ 45 pour cent de la population rurale, soit 1,7 million de personnes, sont en insécurité alimentaire. D'avantage d'assistance en vivres, soutien à la nutrition, et en intrants agricoles est nécessaire à travers le pays pour aider les personnes en situation d'insécurité alimentaire et soutenir l'agriculture pour éviter une importante crise alimentaire dans les prochains mois.
- Les données pluviométriques d'avril et de mai indiquent que le temps a été plus sec que la moyenne et la tendance s'est poursuivie en juin, avec d'importants déficits pluviométriques dans le nord-ouest, en particulier dans les principales zones agricoles de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé et les secteurs nord de Bangui. Les besoins alimentaires dans ces régions et dans les régions de PCI de niveau 3 (crise), seraient perpétuels durant la saison agricole.

## 1,25 million

de personnes vulnérables ciblées en 2014

- 180 millions de dollars nécessaires
- 87,9 millions de dollars reçus (48,8% des besoins couverts)
- 92,1 millions de dollars (besoins restants)

**Réponse:**

- Du 1<sup>er</sup> au 22 juin, le PAM a distribué près de 2 700 tonnes de vivres à plus de 244 000 bénéficiaires dans le pays, dont près de 37 000 étaient des enfants assistés dans le cadre du programme d'alimentation générale.
- Dans le cadre de sa campagne agricole qui court jusqu'en juin, environ 1 000 tonnes de vivres ont été distribuées à près de 65 000 personnes (13 000 ménages) par le PAM.
- Pour l'actuelle - et principale - saison agricole (riz, maïs et arachide), la FAO et ses partenaires ont distribué des semences et des outils agricoles à 68 318 familles d'agriculteurs (85 pour cent des 80 000 familles initialement ciblées). Chaque famille reçoit deux houes et 25 kg de semences pour planter à temps et produire au moins 500 kg de nourriture pour leur consommation pendant environ quatre mois. Au 20 juin, plus de 1 700 tonnes de semences ont été distribuées dans 12 des 16 préfectures du pays.
- Au cours du projet, plus de ménages d'agriculteurs désireux de planter ont été identifiés. L'objectif de la FAO a donc été pour viser plus de 88 156 familles d'ici la fin juin.
- Les distributions sont focalisées particulièrement dans les préfectures nord-ouest de l'Ouham (14 000 familles) et de l'Ouham-Pendé (15 000), considérées comme des zones d'urgence selon le PCI d'avril 2014. 9 990 familles dans la préfecture de Ombella Mpoko et 7 350 dans celle de Ouaka ont également reçu des kits agricoles.
- Dans le cadre du cycle court de la saison agricole, la FAO soutiendra plus de 30 000 familles en distribuant des outils et des semences de sorgho, de haricots, de sésame et de millet. Bien que la saison agricole principale se termine en juin, la plantation de ces cultures est prévue jusqu'à la fin juillet.
- La FAO a également obtenu un financement pour soutenir la résilience de plus de 50 000 familles en les aidant à renforcer leurs capacités financières, leurs techniques agricoles et la protection sociale pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

**Besoins non couverts & Contraintes:**

- Malgré une hausse de l'assistance et du nombre de bénéficiaires, la saison pluvieuse, les conditions routières et l'insécurité continuent d'être les principales contraintes.
- Le PAM, en collaboration avec la FAO, nécessite 1 million de dollars pour renforcer l'assistance au cluster alimentaire pendant six mois.

**Protection****Besoins:**

- Les enfants associés aux forces et groupes armés doivent être démobilisés. L'UNICEF et le Ministère de la Défense et du DDR estiment que le nombre d'enfants associés aux groupes armés en RCA pourrait atteindre 10 000.
- Il est nécessaire de renforcer le plaidoyer avec les éléments et groupes armés afin d'assurer leur respect pour l'accès humanitaire et les normes fondamentales des droits humains, notamment celles prévues dans les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU concernant les enfants et les conflits armés.
- Il est nécessaire de déployer plus d'efforts pour garantir l'accès des enfants à un soutien psychosocial adapté à leurs besoins.
- Les services psychosociaux et médicaux pour les victimes de la violence basée sur le genre (VBG) doivent être fournis dans le pays, particulièrement dans les zones sensibles suivantes: Boda, Carnot, Kaga Bandoro, Ndélé, Bohong, Yaloke, Kabo et Moyen Sido. La même assistance doit se poursuivre et être renforcée à Bangui.

**2 millions**

de personnes vulnérables ciblées en 2014

- 74 millions de dollars nécessaires
- 6,2 millions de dollars reçus (8.4% des besoins couverts)
- 67,8 millions nécessaires

**Réponse:**

- Le 21 juin, le cluster protection, le HCR et OCHA se sont rendus à Mbaiki pour évaluer la situation de la protection des PDI au sein des familles d'accueil et à la base de MISCA. La mission a révélé que certaines PDI ont besoin d'une assistance médicale. Dans certains cas spécifiques, le retour dans les communautés d'origine était possible. Les efforts de médiation ont été menés par plusieurs acteurs dans le cadre de la mission et des mouvements de retours ont déjà commencé.
- Les services médicaux ont été fournis aux survivants de VBG dans 5 arrondissements et 9 sites de déplacés à Bangui, ainsi que dans 28 sous-préfectures (représentant 39% du besoin total de la couverture), particulièrement à Boda et à Kaga Bandoro. Des services psychosociaux ont été fournis aux victimes de VBG dans 14 sites de PDI à Bangui et dans trois centres du 3<sup>ème</sup> arrondissement. Des services similaires peuvent être trouvés dans 23 sous-préfectures, couvrant environ 32% des besoins totaux.
- A l'occasion de la journée de l'enfant africain, les ONG et notamment AFEB, FSE et AFRIYAN ont organisé diverses campagnes de sensibilisation sur les droits des enfants et la protection dans différentes régions de la RCA, dont Bangui et la préfecture de l'Ouham. Les activités incluent des émissions radio, des pièces de

théâtre, des chansons, de la poésie ainsi que des groupes de discussion, et ont été mises en œuvre dans les sites de déplacement tels que Padre Pio, Carmel, St Jacques de Kpetene, Guitangola Sources et Guitangola Carrières, ainsi que dans Bangui et dans Bossangoa. Environ 13 500 enfants et adultes ont été sensibilisés lors des différentes campagnes durant la semaine du 16 juin.

- Au cours de la période de rapport, 23 enfants non accompagnés ou séparés ont été identifiés à Bangui et à Lobaye par L'UNICEF et l'IRC et les procédures de recherche de famille pour 8 enfants non accompagnés ont été lancées. Des visites de suivi ont été menées auprès de 14 enfants qui ont été séparés de leurs familles.
- Les 17 et 18 juin, l'UNICEF et ses partenaires, dont le Ministère de la Santé et des Affaires sociales, et l'ONG national NDA, ont assuré la libération de 43 enfants (42 garçons et 1 fille) des groupes armés ex-Séléka à Bambari et à Ippy. Depuis janvier 2014, 280 enfants au total (dont 63 filles et 217 garçons), ont été libérés des ex-Séléka. Pendant ce temps, le 17 juin à Bangui, 74 enfants (2 filles et 72 garçons) ont été libérés par les commandants de zone anti-Balaka à l'UNICEF et au Ministère en charge de la Défense / DDR. Ces enfants font partie des 992 garçons et filles qui avaient été enregistrés et certifiés au sein des anti-Balaka à Bangui, Boali et Pissa en mai / juin de cette année.
- Le 16 juin, une campagne d'enregistrement des naissances menée par le Ministère de la Décentralisation et de la Régionalisation a commencé à Bangui avec l'appui de l'UNICEF. La campagne vise 30 000 enfants de moins de un an dans les arrondissements de Bangui, Bimbo et Begoua.
- Au cours de la période de rapport, l'UNICEF a formé 40 chefs communautaires de Bossangoa à la prévention et réponse aux questions de protection de l'enfance. En outre à Bambari, 24 officiers des forces républicaines (ex-Séléka) et 19 assistants sociaux ont été sensibilisés aux enjeux de la surveillance et du rapport et de la prévention des violations graves contre les enfants, y compris le recrutement d'enfants.

### Besoins non couverts & Contraintes:

- La situation sécuritaire tendue dans et autour de Bambari et le cycle de violence dans d'autres régions du pays rendent difficiles l'accès pour la mise en place d'activités de protection de l'enfance. Les menaces contre le personnel et le vol du matériel de protection des enfants entravent la capacité d'intervention des acteurs de protection.
- Peu de services médicaux pour les victimes de VBG existe à Bangui et manque de services psychosociaux pour les victimes de VBG est rapporté dans les 12 sites de déplacés prioritaires à Bangui.
- La saison des pluies et le manque de moyens de subsistance entravent l'accès des enfants aux structures de protection, en particulier dans les zones les plus reculées. Les enfants sont impliqués dans diverses activités génératrices de revenus, les empêchant de participer aux espaces amis des enfants.



## Eau, Hygiène et Assainissement

### Besoins:

- Suite aux nouveaux déplacements signalés à Batangafo le 23 juin, les besoins en eau, hygiène et assainissement pour environ 4 000 nouveaux déplacés dans trois sites nécessitent une évaluation.
- Une assistance immédiate et à moyen terme en eau, hygiène et assainissement pour environ 5 500 personnes déplacées et 6 000 personnes dans les communautés d'accueil à Moyen Sido est nécessaire.
- A Boda, les besoins en eau, hygiène et assainissement des PDI dans les communautés d'accueil et des retournés doivent être identifiés.
- Environ 7 000 PDI à Grimari et 4000 à Bambari, ainsi que 92 personnes du PK12, relocalisées sur le site Elevage à Bambari ont besoin d'une assistance en eau, hygiène et assainissement.
- A Bossangoa (villages de Darengo et Bozele), le niveau de diarrhée infantile chez les enfants évalué à 40% par l'équipe de suivi de réponse rapide nécessite l'attention d'un partenaire eau, hygiène et assainissement.

### Réponse:

- A Grimari, sur le site de la paroisse, trois forages ont été réhabilités, 40 latrines d'urgence ont été construites (représentant un total de 90 latrines construites sur les 130 nécessaires) et près de 1 000 personnes ont participé à une séance de promotion de l'hygiène.
- A Bambari, sur le site de l'Évêché, 13 latrines d'urgence (dix pour les adultes et trois pour les enfants) et dix douches ont été installées. Le point d'eau principal a été chloré.
- A Bambari, 92 PDI en provenance du PK12 de Bangui, ont bénéficié d'eau par camionnage (1 m<sup>3</sup> par jour ciblant 14 litres / personne / jour) ainsi que de séances de promotion de l'hygiène.

## 900 000

personnes vulnérables ciblées en 2014 pour les services en eau, hygiène et assainissement

- 27,5 millions de dollars nécessaires
- 9,8 millions de dollars reçus (35.5% des besoins)
- 17,7 millions de dollars (besoins restants)



- Environ 109 452 PDI dans 25 sites, ont été assistés à travers la distribution de plus de 2 730 m<sup>3</sup> d'eau par camionnage pour 77 758 personnes, en plus des ressources en eau sur place, de la connexion au réseau de distribution de la société de distribution d'eau de Centrafrique (Sodeca), de l'augmentation du stockage de l'eau (20 m<sup>3</sup>) dans le site Charles de Luanga et la vidange des 33 latrines dans le site de Don Bosco.

#### Besoins non couverts & Contraintes:

- La présence des partenaires en eau, hygiène et assainissement a été évaluée pour identifier les lacunes.
- Un plan de contingence pour les régions hors de Bangui est manquant.
- Manque de réponse opérationnelle coordonnée dans les domaines clés pour les populations risque d'entraver la synergie entre les acteurs humanitaires et la mise en place de l'approche "do no harm".
- Manque de stratégie claire intégrée pour l'assistance humanitaire pour les retournés à Bangui.



#### Abri d'urgence et non vivres

##### Besoins:

- Selon les résultats d'une récente évaluation de ACF, environ 8 000 PDI ont besoin d'une assistance en abri à Kouki, dans la préfecture de Ouham.
- IRC a trouvé 183 maisons détruites au sud de Bocaranga dans la préfecture de l'Ouham-Pende. Les familles touchées ont besoin d'une assistance en abris et en non vivres.

##### Réponse:

- À ce jour, le cluster Abris / non vivres estime qu'il a fourni des non vivres à un total de 537 033 personnes.
- ACF, dans le cadre du Mécanisme de Réponse Rapide, a distribué des non vivres à 115 familles déplacées dans les villages de Darengo et de Bozele, au nord de Bossangoa dans la préfecture d'Ouham.

## 703 975

personnes vulnérables ciblées en 2014 en abris d'urgence et non vivres.

- 33,5 millions de dollars nécessaires
- 6,4 millions de dollar reçus (19% des besoins)
- 27,2 millions de dollars restants

#### Besoins non couverts & Contraintes:

- Sur base de la méthodologie d' "équivalent de kits complets en non vivres distribués", le Cluster a calculé avoir seulement atteint environ 38 pour cent de ses bénéficiaires ciblés. D'importantes lacunes d'assistances en abris d'urgence et en non vivres ont été identifiés dans les préfectures de Ouham-Pendé, Ouham et Ouaka.
- La sous-préfecture de Markounda, dans le nord de la préfecture de l'Ouham est presque totalement inaccessible à la communauté humanitaire, rendant impossible l'acheminement de l'assistance aux personnes dans cette région.
- Les combats entre les groupes armés ont empêché les organisations humanitaires de travailler dans la sous-préfecture de Ngaoundaye de la préfecture de l'Ouham, empêchant la fourniture de l'assistance aux personnes de cette région.



#### Coordination et Gestion des camps

##### Besoin:

- Des sites alternatifs doivent être identifiés pour les PDI vivant dans les sites à haut risque (y compris le risque d'inondation) et qui sont dans l'impossibilité de retourner à la maison.
- Nécessité de suivre avec les autorités sur place la question des droits d'occupation avec les propriétaires.
- La couverture des besoins humanitaires dans les sites de PDI et le processus d'accompagnement de retour doivent être coordonnés.
- Nécessité de renforcer les capacités des acteurs CCCM dans et en dehors de Bangui.

##### Réponse:

- Après avoir révisé les résultats des évaluations multisectorielles, le site Boganda 1 sera bientôt nettoyé par les Forces armées centrafricaines (FACA) avant sa configuration. Les droits d'occupation du site Patassé ont été négociés au préalable par les autorités pour une possible installation.
- L'OIM a enregistré environ 4 000 personnes sur le site de la mosquée centrale et de l'école Nasradine dans le PK5. Malgré quelques tensions, l'enregistrement s'est finalisé en trois jours sans incidents majeurs. Les vivres fournis par le PAM seront distribués cette semaine.

## 501 980

personnes ciblées.

- 20 millions de dollar nécessaires
- Aucun montant financé reporté par le cluster

- Grâce au projet 'argent contre-travail' de l'OIM, 100 travailleurs supplémentaires ont été déployés près de la mosquée centrale pour nettoyer le canal de drainage et creuser un nouveau petit canal pour minimiser les risques d'inondation à l'intérieur de la mosquée lors de fortes pluies. La fin des travaux est prévue d'ici deux à trois semaines.
- La collecte de données pour la sixième enquête de l'OIM sur les intentions de retour a eu lieu du 17 au 19 juin dans 30 sites. Un peu plus de 600 personnes déplacées ont été interrogées. Le rapport complet sera partagé d'ici la fin du mois.
- Une formation CCCM visant à renforcer les capacités du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération a été suivie par 27 acteurs et partenaires CCCM, dont la majorité sont venus de l'extérieur de Bangui.
- Les sites de déplacés à l'extérieur de Bangui ont été cartographiés et sont initialement estimés à près de 65.

#### Besoins non couverts & Contraintes:

- La couverture CCCM est insuffisante.
- Des financements additionnels sont nécessaires pour mieux répondre aux besoins en matière de gestion des sites à travers le pays et améliorer la communication avec les PDI.



#### Nutrition

#### Besoins:

- Environ 28 000 enfants seront touchés par la malnutrition aiguë sévère (MAS) en 2014 et 75 500 enfants souffriront de la malnutrition aiguë modérée (MAM). Ces chiffres pourraient augmenter en raison des facteurs aggravants (déplacement, insécurité alimentaire, faible accès à l'eau potable et à l'assainissement, augmentation de la morbidité et manque de services de santé) et le début de la saison pluvieuse.
- Environ 16 800 enfants souffrant de MAS sont ciblés pour traitement en 2014.
- Environ 159 000 enfants de moins de 5 ans ont besoin d'aliments hautement nutritifs. Un stock plus important et mieux financé est nécessaire pour éviter une détérioration de l'état nutritionnel des enfants pendant la saison pluvieuse.

## 361 011

personnes vulnérables ciblées pour les services de nutrition en 2014 sur les 628 000 en 2014.

- 22,5 millions de dollars nécessaires.
- 3 millions de dollars reçus (13% des besoins)
- 19,5 millions de dollars restants

#### Réponse:

- Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, 100 979 enfants ont été dépistés en état de malnutrition. Ceci représente 28 pour cent des 360 000 enfants ciblés dans le SRP.
- Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, 10 417 enfants ont été admis au traitement de MAS dont 5 098 ont déjà été guéris. Les taux de performance sont les suivants: Guérison: 80 pour cent (> = 75 pour cent); décès: 3 pour cent (<5 pour cent); par défaut: 17 pour cent (<15 pour cent). Ceci représente 62 pour cent de l'objectif SRP des 16 800 enfants ciblés souffrant de MAS. Aucun enfant supplémentaire souffrant de MAM durant la période de rapport, n'a été traité. Au total 14 156 enfants ont été guéris de la MAM avec les taux de performance suivants: Taux de guérison: 73,3 pour cent (> 75 pour cent); décès: 0,03 pour cent (<3 pour cent); défaut: 17,96 pour cent (<15 pour cent). Ceci représente 19 pour cent de l'objectif SRP des 75 000 enfants ciblés souffrant de MAM.
- Avec le soutien de l'IMC, 3 694 enfants supplémentaires ont été dépistés dans les zones autour de Bornou, Bria, Bounou, Dangbato, Issa Mazengue, Konengbe, et Ngoubi. Vingt enfants souffrant de MAS et 602 souffrant de MAM ont été détectés. Tous les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et modérée ont été transférés au site de traitement le plus proche.
- Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, 2 768 femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition ont reçu de suppléments nutritionnels. Au total, 3 200 personnes vivant avec le VIH/SIDA et sur traitement antirétroviral, sont inscrites dans les activités d'alimentation par ordonnance.
- Cette semaine, ACF a commencé des activités nutritionnelles à Sibut, et 37 enfants ont été admis dans le programme thérapeutique ambulatoire.
- 36 agents de santé ont été formés sur la gestion de la nutrition aiguë à Bouar avec le soutien de l'UNICEF afin de renforcer la couverture des 14 structures sanitaires.

#### Besoins non couverts & Contraintes:

- Il existe peu de services pour le traitement de la malnutrition en dehors de Bangui en raison de contraintes sécuritaires. La sécurité a empêché les membres du cluster d'intensifier les activités de nutrition et continue toujours d'affecter les activités en cours, dont celles de MSF-Espagne à Ndélé et Boguila, MSF-France à Carnot et SCI dans les régions de Bambari et de Kaga Bandoro.
- Un autre obstacle identifié au renforcement du service, est le niveau extrêmement faible de financement pour la nutrition en RCA. Seulement 13% des besoins du financement actualisé des 22 millions de dollars, est financé.

- Seulement 12 partenaires travaillent efficacement dans le programme de nutrition.
- Il existe des lacunes dans la fourniture d'activités pour soutenir une alimentation appropriée du nourrisson et du jeune enfant.



### Besoins:

- Des produits sanguins sûrs et de haute qualité, accessibles à tous les patients et leur utilisation appropriée et sécurisée.
- Une évaluation quantitative et qualitative de la disponibilité des services de santé et de leur fonctionnalité par rapport aux normes nationales et / ou internationale d'utilisation en situations d'urgence.
- La surveillance et la réponse liées à la propagation du choléra, de la poliomyélite et de la rage (cette dernière est en hausse à Bangui). La distribution rapide de moustiquaires dans le pays pour améliorer la protection contre le paludisme. Des campagnes de vaccination supplémentaires sont nécessaires pour les enfants vulnérables afin de prévenir les épidémies
- Poursuite du plaidoyer avec de nouveaux partenaires opérationnels pour soutenir le système de référence des patients à Bangui après l'épuisement du financement de l'OMS.

## 878 000

personnes ciblées

- 64,3 millions de dollars nécessaires
- 18,7 millions de dollars reçus (29% de besoins)
- 45,6 millions de dollars (fonds requis)

### Réponse:

- Des poches de sang sécurisées ont été remises à quatre structures sanitaires: Hôpital Communautaire, Hôpital de l'Amitié, Centre de santé des Frères de Castors, Centre Pédiatrique et la CNTS.
- A Bangui, des cliniques mobiles de l'OIM ont visité les sites de Capucin (117 consultations effectuées), Saint François d'Assise (79 consultations) et Ndjongo (Bimbo) (120 consultations).
- A Boda, durant la semaine du 9-15 juin, une équipe médicale de l'OIM a effectué 734 consultations, notamment dans les sites PDI situés sur les routes principales autour de Boda. L'hôpital est maintenant couvert par les ONG Alima et AHA.

### Besoins non couverts & Contraintes:

- Manque d'accès aux transfusions sanguines sécurisées en raison de la pénurie de sang, de l'accès inéquitable et de besoins croissants à Bangui et à l'intérieur du pays.
- Nécessité de renforcer le système d'alerte précoce et de réponse dans et en dehors de Bangui.
- Le sous-financement limite l'expansion des services de base aux populations vulnérables en dehors de Bangui, limitant le déplacement du personnel soignant et entravant l'assistance médicale.
- L'insécurité entrave la fourniture des services de santé et la gestion des informations sanitaires.



### Besoins:

- Selon les données du Ministère de l'Éducation, 45 pour cent des écoles restent fermées en RCA. Dans les sites de PDI, des espaces sûrs d'apprentissage temporaires (ETAPes) sont nécessaires, avec des activités éducatives, récréatives adaptées à l'âge des enfants et des services de protection de l'enfance pour 362 000 personnes.
- Nécessité de disposer de matériel récréatif d'urgence, d'enseignement et d'apprentissage dans les ETAPes et les écoles pour 362 000 personnes.
- Besoin de formation psychosociale pour 5 000 enseignants.
- Des activités de cantines scolaires sont nécessaires, particulièrement dans les préfectures ayant enregistré un faible taux de retour des élèves avec une cible de 400 000 personnes dans le besoin.

## 350 000

personnes vulnérables sur les 400 000 ciblées en 2014 pour une éducation en situation d'urgence.

- 33 millions de dollars nécessaires
- 1,5 million de dollars reçu (4,5% du financement requis)
- 31,5 millions de dollars (fonds requis)

### Réponse:

- Les activités d'éducation et de protection se poursuivent dans 118 ETAPes ciblant 23 600 enfants âgés de 3 à 18 ans.

- Les membres du cluster poursuivent les missions d'évaluation pour identifier les besoins et les solutions possibles pour renforcer les réponses éducatives dans différentes régions du pays, y compris Begoua, Yaloké, Boda, Boali, Kabo et Moyen Sido.
- La semaine dernière, dans le cadre du renforcement du programme de cantines scolaires en cours, 35 écoles de Bangui et de Bimbo ont reçu du riz, du pois, de l'huile et du sel afin de fournir le déjeuner aux 43 265 élèves fréquentant les écoles.

**Besoins non couverts & Contraintes:**

- Au centre du pays (préfectures de Nana-Gribizi et de Kemo), seulement 6 pour cent des écoles ont rouvert. En raison de l'insécurité, la plupart des enseignants dans cette région, ne vient pas au travail.
- À ce jour, le cluster est financé à 4,5 pour cent seulement.
- Les mouvements de population rendent difficiles la fourniture d'une éducation structurée et les activités de protection de l'enfance.



**Cluster moyens de subsistance et stabilisation communautaire**

**Besoins:**

- Des activités pour restaurer la cohésion sociale et réduire les tensions communautaires dans le pays.
- Des initiatives communautaires pour relancer l'économie locale et créer des emplois temporaires, principalement pour les jeunes.
- Soutien à la société civile et l'administration publique, intégrant la réhabilitation des services liés à la gouvernance de la communauté locale, la restauration des relations sociales, la citoyenneté et le respect des biens publics.

**Réponse :**

- Search for Common Ground (SFCG) a organisé trois sessions de sensibilisation sur la cohésion sociale, la paix et la non-violence. Les sessions ont ciblé les musulmans et les chrétiens, et ont eu lieu dans les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> zones du 7<sup>ème</sup> arrondissement de Bangui. Ces trois jours de formation ont conduit à l'organisation d'un match de football impliquant des joueurs anti-Balaka et musulmans.
- Dans la ville de Bossangoa, SFCG a organisé deux ateliers auxquels ont participé 60 travailleurs humanitaires, des membres des forces sécuritaires et les chefs communautaires afin de les sensibiliser sur la protection et le respect des droits humains.
- À ce jour, le projet argent-contre-travail de l'OIM a employé 1 000 personnes, dont 400 femmes. Les musulmans et les chrétiens travaillent toujours ensemble dans le 3<sup>ème</sup> arrondissement, tandis qu'environ 1 000 personnes vivant dans le 5<sup>ème</sup> arrondissement et les zones avoisinantes des sites, sont inscrits sur la liste d'attente et seront embauchées dans les prochaines phases.  
Les matches de la coupe du monde sont présentés sur 10 écrans placés par l'OIM et les chefs communautaires autour des 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> arrondissements. Ils ont été bien accueillis et sont visités par 300 à 400 personnes par jour. Dans le 3<sup>ème</sup> arrondissement, les musulmans et les chrétiens regardent les jeux ensemble, avec des personnes d'autres arrondissements les rejoignant.

**2,4 millions**  
de personnes vulnérables ciblées en 2014 sur les 3 millions en besoin d'assistance.

- 60 millions de dollars requis
- 1,7 millions (2,8 % du financement requis)
- 58.3 millions de dollars (besoins restants)

**Besoins non couverts & Contraintes:**

- Le financement est insuffisant pour créer des emplois temporaires pour les jeunes à travers des initiatives d'argent-contre-travail, ainsi que pour soutenir les activités génératrices de revenus et les efforts communautaires pour réduire les tensions.
- L'insécurité entrave les activités dans certaines régions à l'intérieur et à l'extérieur de Bangui.



**Logistique**

**Besoins:**

- Les organisations humanitaires ont besoin d'assez de fournisseurs de services fiables pour transporter les approvisionnements dans le pays par la route afin de maintenir les opérations.
- En raison de l'insécurité hors de Bangui et le long des routes, les services aériens sont indispensables pour soutenir les opérations humanitaires. Le personnel humanitaire a besoin d'un accès sécurisé aux sites de projets et de transporter des articles vitaux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.



### Réponse:

- Le cluster Logistique collecte et partage toujours les informations sur le transport routier depuis Bangui vers divers endroits sur le terrain. Ceci facilite le regroupement de camions et le partage des biens entre les partenaires. Cette année, le cluster a coordonné les convois de camions à 18 emplacements dans le pays.
- Le cluster poursuit un engagement actif avec les partenaires pour définir et mettre à jour les besoins et les lacunes. Une enquête en ligne a été mise à la disposition des partenaires pour des commentaires et recommandations.
- Le cluster a partagé des informations avec les partenaires sur l'état actuel des points d'entrée, les formalités douanières et les coordonnées des bureaux de douane. Actuellement, trois points d'entrée du Tchad sont fermés, tandis que deux du Cameroun, un du Soudan et un du Soudan du Sud sont ouverts.
- Le 20 juin, 80 barils de carburant ont été transportés avec succès de Douala à Bangui pour maintenir régulières, les opérations de UNHAS.
- Malgré les contraintes de carburant, UNHAS a transporté 1 072 passagers et 14,1 tonnes de marchandises entre le 1<sup>er</sup> et 22 juin.
- Les informations actualisées sur les vols UNHAS et le cluster logistique, sont disponibles sur: <http://logcluster.org/ops/caf13a>

**10.2 millions de dollars**

Requis pour soutenir les interventions d'urgence en 2014.

- 10,6 millions de dollars (104% de besoins couverts)
- 0,4 millions de dollars (besoins restants)

### Besoins non couverts & Contraintes:

- La faiblesse des infrastructures et l'insécurité le long des routes principales restent un défi logistique majeur qui entrave la chaîne logistique humanitaire.
- La saison des pluies rend plus difficiles les opérations, de même que les mauvaises conditions de la route et prolongent le temps de transport.
- Le nombre de fournisseurs locaux de services a diminué.
- La perturbation dans la fourniture du kérosène n'est pas encore résolue.



### Télécommunications d'Urgence (TCU)

#### Besoins:

- Établir le fonctionnement permanent (24/7) des centres de communication (COMCEN) dans toutes les zones opérationnelles communes, comme recommandé par les normes minimales de sécurité opérationnelle du pays (C-MOSS).

#### Réponse:

- Une mission d'entretien est actuellement en cours à Bouar.
- La fréquence HF pour les ONG est testée actuellement.
- Les futures missions sur le terrain dépendront de fonds et de personnel.
- Toutes les informations TCU sont disponibles à l'adresse: <http://ictemergency.wfp.org/web/ictopr/emergencies2013/central-african-republic>

### Besoins non couverts & Contraintes:

- L'absence de compounds sécurisés et/ou de locaux de bureaux adéquats dans certains endroits opérationnels (Bambari, N'Délé et Kaga Bandoro) empêche l'installation d'équipements TCU et le déploiement de services.
- En dehors de Bangui, le manque d'opérateurs radio et la situation sécuritaire entravent le plein respect des exigences C-MOSS pour les centres de communications. Des recrutements prévus sont retardés en raison de contraintes de financement.
- La situation financière reste critique: la TCU et l'opération du cluster logistique sont financées à 35 pour cent seulement. Un financement supplémentaire est nécessaire pour maintenir les opérations à leur niveau actuel.

**1,9 millions de dollars**

Requis pour soutenir les réponses humanitaires en 2014.

- 0,67 million de dollars (35 % de besoins couverts)
- 1,24 million de dollars (besoins restants)

#### Pour plus d'informations, veuillez contacter:

**François Goemans**, Chef du bureau [goemans@un.org](mailto:goemans@un.org), Tel: +236 70 73 87 30

**John James**, Chef des unités Information publique et Gestion de l'Information, [calvinjames@un.org](mailto:calvinjames@un.org), Tel : +236 70 85 75 90

**Laura Fultang**, Chargée d'Information publique, [fultangl@un.org](mailto:fultangl@un.org), Tel: +236 70 18 80 64

Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur [www.unocha.org/car](http://www.unocha.org/car); [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)